



---

## Conseil de sécurité

### Briefing : Syrie

New York, le 30 mai 2024

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl  
Représentante permanente de la Suisse auprès des Nations unies

---

Merci, Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord remercier l'Envoyé spécial Geir Pedersen et bien entendu aussi le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, de leurs présentations et surtout de leur engagement. Et comme il s'agit de l'une de vos dernières séances – ou de la dernière séance en personne – au Conseil de sécurité, Martin, je tiens à vous remercier très, très, sincèrement au nom de mon pays pour l'ensemble de vos engagements humanitaires, et plus particulièrement en ce qui concerne la Syrie. Personnellement, j'ai eu la chance de travailler avec Martin dans plusieurs fonctions, mais particulièrement intensément cette dernière année et demi sur la Syrie. Je peux donc dire que j'apprécie énormément tout le travail que nous avons effectué ensemble après le tremblement de terre. Merci. Vous avez toujours encouragé le Conseil à agir pour l'humanité et en défense des plus démunis. Nous vous adressons nos meilleurs vœux pour les prochaines étapes – je ne peux pas imaginer que ce soit la retraite, vraiment. Encore merci, Martin !

Et avec l'Envoyé spécial, la Suisse reste très préoccupée par l'absence de progrès en vue d'une solution politique en Syrie, en particulier concernant la mise en œuvre de la résolution 2254 et l'approche « pas-à-pas » proposée par l'Envoyé spécial.

Il est regrettable que l'élan pour relancer un processus politique viable et un dialogue entre les acteurs régionaux, initié au lendemain des tremblements de terre tragiques de février de l'année passée, se soit essoufflé. Il s'agissait d'une chance qui, selon nous, aurait pu être saisie.

À cet égard, nous continuerons à être prêts à mettre à disposition nos bon offices à Genève, pour toutes initiatives ou pourparlers de paix sous l'égide de l'ONU. Le plus important est pourtant l'urgence d'une solution politique en Syrie en conformité avec la résolution 2254.

La mise en place d'un cessez-le-feu au niveau national est un jalon fondamental de la résolution pour consolider la paix. Au vu des hostilités qui continuent de toucher diverses parties du pays, un tel cessez-le-feu est plus que jamais nécessaire et urgent. Pour ce faire, le territoire syrien doit également être préservé d'une extension du conflit au Proche-Orient.

En vue d'une paix durable, la Suisse continuera d'épauler le travail de l'ONU et des organisations de la société civile afin que les violations graves du droit international commises depuis 2011 ne restent pas impunies. Car il ne peut y avoir de paix sans justice en Syrie.

Monsieur le Président,

Permettez-moi encore quelques mots sur la partie humanitaire.

Au cours de l'année écoulée, la situation humanitaire en Syrie s'est encore détériorée et la violence armée a continué à travers le pays. La Suisse réitère son appel à toutes les parties de respecter leurs obligations conformément au droit international humanitaire, notamment en ce qui concerne la protection des civils et des infrastructures civiles ainsi que l'accès humanitaire.

À ce propos, il est à saluer que l'autorisation pour l'ONU d'utiliser les passages de Bab al-Salam et Al-Ra'ee ait été renouvelée pour trois mois, et nous en sommes très reconnaissants. Les acteurs et actrices humanitaires ont néanmoins besoin d'une plus grande prévisibilité pour planifier leurs activités, de surcroît avec des ressources de plus en plus réduites. L'accès humanitaire ne doit jamais être limité dans le temps. Nous rappelons, que toutes les modalités de l'aide – y compris l'aide transfrontalière et celle fournie à travers les lignes de front – sont nécessaires pour répondre aux besoins énormes dans le pays. L'autorisation et la facilitation d'un passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire aux populations dans le besoin est une obligation de droit international humanitaire, qui incombe non seulement à toutes les parties au conflit, mais aussi à tous les Etats.

16,7 millions de personnes en Syrie ont besoin d'aide humanitaire dont près de 13 millions de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Alors que les ressources financières diminuent et que les besoins augmentent dans l'ensemble de la Syrie, la réponse de la communauté internationale ne doit pas se limiter à l'aide humanitaire d'urgence. Une action humanitaire plus durable, y compris des projets de rétablissement précoce, est essentielle pour accroître la résilience des populations et améliorer leurs conditions de vie et leur donner une perspective, y compris économique.

Nous savons que les conséquences de la crise syrienne pèsent les pays de la région. C'est pourquoi, lors de la Conférence de Bruxelles, la Suisse s'est engagée à verser plus de 65 millions de dollars pour l'année en cours en faveur des populations dans le besoin en Syrie et dans la région. Et nous allons tenir ces promesses.

En dépit des nombreux contextes humanitaires qui se détériorent, nous ne pouvons oublier le sort du peuple syrien. Mais il est clair que pour pouvoir aider ces besoins humanitaires, il faudra une solution politique – et je me permets de dire ici à l'Envoyé spécial, que nous allons certainement : « work with you, and on the way forward ».

Je vous remercie.

---

*Unofficial translation*

Thank you, Mr. President,

I would first like to thank Special Envoy Geir Pedersen and also, of course, Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs and Emergency Relief Coordinator, Martin Griffiths, for their presentations and above all for their commitment. And as this is one of your last meetings – or at least the last in person meeting – in the Security Council, Martin, I would like to thank you most sincerely on behalf of my country for all your humanitarian commitments, particularly with regard to Syria. Personally, I have been lucky enough to work with Martin in a number of capacities, but particularly intensely over the last year and a half on Syria. I can therefore say that I very much appreciate all the work we did together after the earthquake. Thank you. You have always encouraged the Council to act for humanity and in defense of those most in need. We wish you all the best for the future – I cannot imagine it will really be retirement. Thank you again, Martin!

Together with the Special Envoy, Switzerland remains very concerned about the lack of progress towards a political solution in Syria, particularly regarding the implementation of Resolution 2254 and the "step-by-step" approach proposed by the Special Envoy.

It is regrettable that the momentum to relaunch a viable political process and dialogue between regional players, initiated in the aftermath of the tragic earthquakes of February of last year, has faltered. It was an opportunity that we felt could have been seized.

In this respect, we will continue to be ready to make our good offices available in Geneva, for any initiatives or peace talks under the aegis of the UN. The most important issue, however, is the urgent need for a political solution in Syria in line with Resolution 2254.

The establishment of a nationwide ceasefire is a fundamental milestone in the resolution to consolidate peace. In view of the hostilities that continue to affect various parts of the country, such a ceasefire is more necessary and urgent than ever. For this to happen, Syrian territory must also be protected from the spread of the Middle East conflict.

With a view to lasting peace, Switzerland will continue to support the work of the UN and civil society organizations to ensure that the serious violations of international law committed since 2011 do not go unpunished. For there can be no peace without justice in Syria.

Mr. President,

Allow me to say a few more words on the humanitarian issues.

Over the past year, the humanitarian situation in Syria has deteriorated further, and armed violence has continued across the country. Switzerland reiterates its call on all parties to respect their obligations under international humanitarian law, particularly with regard to the protection of civilians and civilian infrastructure, as well as humanitarian access.

In this respect, it is to be welcomed that the authorization for the UN to use the Bab al-Salam and Al-Ra'ee crossings has been renewed for three months, and we are very grateful. Nevertheless, humanitarian actors need greater predictability to plan their activities, especially with dwindling resources. Humanitarian access must never be limited in time. We reiterate that all aid modalities - including cross-border and cross-line aid - are necessary to meet the enormous needs in the country. Allowing and facilitating the rapid and unimpeded passage of humanitarian aid to populations in need is an obligation under international humanitarian law, incumbent not only on all parties to the conflict, but also on all states.

16.7 million people in Syria are in need of humanitarian aid, including almost 13 million suffering from food insecurity. As financial resources dwindle and needs increase across Syria, the international community's response must not be limited to emergency humanitarian aid. More sustainable humanitarian action, including early recovery projects, is essential to increase people's resilience and improve their living conditions and give them a perspective, including an economic one.

We know that the consequences of the Syrian crisis are weighing heavily on the countries of the region. This is the reason why, at the Brussels Conference, Switzerland pledged over \$65 million for the current year to help people in need in Syria and in the region. And we will keep these promises.

Despite the many deteriorating humanitarian contexts, we cannot forget the plight of the Syrian people. But it is clear that in order to help meet these humanitarian needs, a political solution will be needed - and let me say here to the Special Envoy that we will certainly: "work with you, and on the way forward".

Thank you,